

LE LIBÉRALISME DE LEO STRAUSS

Parler de l'idée de libéralisme chez Strauss est une provocation. Car celui qui entreprend aujourd'hui l'analyse reçoit, nécessairement, de la part de ses disciples et de ses adversaires, un héritage considérable de sa critique féroce concernant le domaine de l'individualisme moderne et celui de la démocratie libérale¹. Bien que Strauss ait donné de nombreuses publications², où, faisant preuve d'un art d'écrire particulier³, il exprimait sa pensée, ce n'est que dans son introduction sur *Le Libéralisme antique et moderne*⁴ et dans ses articles sur le concept de l'éducation libérale et la responsabilité libérale que se manifeste sans trop d'ambiguïtés sa position politique. C'est son idée même de l'esprit libéral qui nous révèle la cohérence de son entreprise et nous permet d'évaluer la

signification philosophique de la politique en dévoilant ses structures essentielles comme un bon gouverneur éduqué dans l'esprit de libéralité. Pourtant cette conception essentialiste n'est, au fond, qu'un transfert de la vérité du libéralisme dans la vie contemplative de l'homme en transformant ses conditions existentielles.

La question est donc celle des hiatus épistémologiques et la concurrence entre le fondamental et l'historique dans la constitution de la raison libérale. Il s'agit de savoir si la structure de l'esprit libéral se constitue par rapport à l'historicité propre à la généalogie de la modernité ou si elle dépend d'un statut fondamental et transhistorique ayant des conséquences dans la vie politique de l'homme.

183

1. A. Bloom, « Une vraie philosophie : Leo Strauss », *Commentaire*, 1998, p. 91-105 ; T. Pangle, *The Ennobling of Democracy*, Baltimore, Hopkins University Press, 1992 ; L. Ferry, *Philosophie politique*, Paris, PUF, 1984, t. I ; C. Lefort, *Écrire à l'épreuve du politique*, Paris, Agora, 1992.

2. Pour une bibliographie de Leo Strauss et de ses traductions en français, voir O. Berrichon-Sedeyn, « Bibliographie des œuvres de Leo Strauss », *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n° 23, 1993, p. 11-25.

3. L. Strauss, *La Persécution et l'Art d'écrire*, Paris, Agora, 1989.

4. Id., *Le Libéralisme antique et moderne*, Paris, PUF, 1990.

I

Dans la première partie l'argumentation straussienne tient à dévoiler le fondement constitutif du libéralisme, à savoir : déceler ce qui, dans le libéralisme, est solide et permanent de ce qui est inconsistant et momentané. Dans sa préface au *Libéralisme antique et moderne*⁵, Strauss établit un véritable argument ontologique et une stratégie interprétative de l'antériorité pour faire apparaître le fondamental du libéralisme en le comparant au conservatisme. Le concept de conservatisme occupe chez Strauss une place dominante, et ceci pour deux raisons. D'abord, il lui sert de critère pour interpréter l'ampleur ou l'illusion du libéralisme envisagé comme ordre politique stable. Puis pour saisir l'homme libéral dans sa notion exemplaire du fondement immuable. Par ailleurs, dans la démocratie libérale, le conservatisme est un type d'exercice gouvernemental qui garde le sens originel et prémoderne de l'esprit libéral envisagé comme esprit de magnificence et de générosité. L'esprit libéral consiste à être libre pour... à se conserver ouvert afin de réfléchir sur la condition politique de l'homme libre. Le libéralisme se justifie par l'élément qui conserve, perpétuellement, la libéralité de l'homme, à savoir la culture et l'expression de l'esprit humain selon l'ordre juste et droit des choses.

Cette logique de l'antécédent implique en soi l'antériorité comme stratégie de l'interprétation. L'antérieur devient systématique aussi bien au niveau logique que chronologique afin d'indiquer le malaise contemporain et le déchiffrement des mutations historiques surve-

nues, durant la période de la modernité, dans le but de reconstituer l'esprit libéral.

Strauss, durant son parcours théorique, nous présente, certes, que le fondement du libéralisme a une histoire. Néanmoins, son contenu n'est pas historique. De cette comparaison entre libéralisme et conservatisme il suit : 1) l'opinion ou, mieux, la libre expression pour ou contre quelque chose ; 2) l'« objectif » que les deux doctrines politiques doivent accomplir ; 3) le « sens originel » de l'esprit libéral pour nous introduire à son caractère fondamental. Voyons de plus près ce dont il s'agit.

1) Si le souci de réfléchir sur les choses politiques pourrait s'énoncer, à la rigueur, sans référence à l'histoire, ceci n'est pas le cas en ce qui concerne le sens de l'opinion politique dont on peut retracer la domination et le changement possible. La distinction libéral/conservateur souligne, en fait, l'intention de l'homme d'agir et de penser de manière plus ou moins progressive ou réactionnaire, selon son idiosyncrasie, ses besoins du moment et ses convictions idéologiques. Les données socioculturelles signalent une égalité de décision soit libérale soit conservatrice justifiant toute action et participation politique en se référant à un système de valeurs bien déterminées mais subjectivement « construites ». Si l'identité du libéral/conservateur est accidentellement liée à ses propres engagements, ceci relativise la réflexion concernant le fondement de la politique : ainsi plus libéral également moins conservateur et *vice-versa*⁶. Le « rôle » du citoyen dans la société, sa

5. *Ibid.*, p. 7-12.

6. *Ibid.*, p. 7.

« situation » et son « statut » expliquent, certes, les régularités de comportement mais n'impliquent pas un jugement de valeur authentique de l'esprit libéral.

Strauss considère donc que le relativisme concernant les engagements politiques, subjectivement ou socialement « construits », vrais vus de l'intérieur mais faux vus de l'extérieur, ne constituent pas la chair de l'esprit libéral. La comparaison entre libéral/conservateur montre la diversité des interprétations des « schèmes conceptuels » sans pour autant formuler des possibilités alternatives réelles à certaines constantes de l'esprit humain comme la libéralité et l'ouverture de l'esprit. L'homme, historiquement situé et affecté de cette cécité qu'on appelle « idéologie », soustrait avec acharnement son autonomie intellectuelle et politique, la réduisant à une défense éphémère des opinions et de leur libre expression, sans pouvoir rationnellement prouver la supériorité de ses valeurs libérales ou conservatrices par rapport à d'autres.

2) Strauss analyse et compare les objectifs du libéralisme/conservatisme pour constater essentiellement, au niveau philosophique et politique, la supériorité de la raison universelle, fondement du libéralisme, sur la raison particulière de celui du conservatisme⁷.

A la suite de Nietzsche⁸, Strauss insiste sur le fait que la rationalité parfaite, universelle et schématisante du libéralisme moderne est une forme profondément interprétative et historique. Ainsi, il intègre, logiquement, dans le principe de la raison rationnelle – ayant

la solidité de précision et l'intention méthodologique de dominer l'irrationnel et le contingent – une sorte d'exacerbation épistémologique. De la sorte, il légitime toute raison herméneutique ayant un même statut cognitif, particulièrement la pensée conservatrice qui se fonde sur le concept de la tradition.

En refusant de reconnaître l'autorité des commandements rationnels par rapport aux appels de la tradition, Strauss nie, logiquement, tout sens scientifique du rationnel. Le fondement véritable de la connaissance rationnelle repose plutôt sur ce qui n'est pas déraisonnable et nullement sur le fait de penser selon un mode d'extensions graduelles globales et générales. Le fondement du conservatisme sur la tradition a pour conséquence de renverser la perspective du libéralisme, qui a fait de l'homme un maître de la nature, à un autre mode de penser qui se fonde sur la particularité et se caractérise par l'humilité et le respect de la hiérarchie⁹.

Le conservatisme apparaît, alors, comme une réévaluation du monde réel contre les prétentions illusoire, parce que universelles, du libéralisme. Car, pas plus que la persistance de la misère dans le cadre de l'abondance des biens de consommation n'assure un lien raisonnable et proportionné au bonheur et à la justice, l'expansion de la civilisation technique ne protège l'homme des dangers encourus par une science déboutée des principes moraux fondamentaux. Autrement dit, avant d'exalter l'esprit libéral comme une entreprise accueillant les chartes, les projets et les autres instru-

7. *Ibid.*, p. 8-9.

8. P. Manent, « Nietzsche, inspirateur de Leo Strauss », *Revue de métaphysique et de morale (RMM)*, n° 3, 1989, p. 337-345.

9. A. Bloom, *Giant and Dwarfs*, New York, Simon and Schuster, 1990.

ments totalisants, il faut réfléchir sur le particulier, l'hétérogène, la tolérance ; avant d'applaudir au regain des droits de l'homme, on doit prendre en considération les dons naturels de l'homme et l'idée de différence, d'ordre et de subordination ; avant de considérer la liberté de l'homme comme un simple accomplissement, sans obstacles, de sa nature individuelle, il faut tenir compte de l'activité libre de la conscience réfléchie pour assurer l'accomplissement d'une action. A l'interprétation idéaliste du libéralisme, Strauss, en toute conscience de cause, oppose le conservatisme comme une interprétation singulière mais réaliste du réel. Ainsi, face à l'homme libéral moderne, Strauss élabore un autre idéal, tout différent, celui de l'honnête homme, de l'homme loyal, qui ne vise plus à célébrer l'humanité universelle mais qui s'engage dans une activité politique bien qualifiée permettant à l'homme de se parfaire et de se discipliner.

3) Par l'idée de « sens originel », Strauss propose une interprétation par retour aux origines de l'esprit libéral dans le but de préserver ses caractères immuables et fondamentaux. La contradiction entre libéralisme et conservatisme consiste, en effet, en une opposition analytique entre l'immobilisme et le changement¹⁰. Le sens de l'esprit libéral se conçoit, alors, en référence à la répugnance envers l'évolution ou la déviance par rapport à la stabilité. Leur différence se réduit, ainsi, à un épiphénomène qui réfracte le sens de l'esprit libéral à une rhétorique d'argumentation pour ou contre quelque chose. L'idée de liberté

est la conséquence d'une pensée qui valorise son expression par rapport au comportement indépendant l'investissant d'un sens négatif et d'une valeur fugitive. En insistant sur l'idée de la solidité, Strauss établit que l'esprit libéral et positif se conçoit dans sa pleine portée métaphysique. C'est la stricte articulation entre la philosophie et la politique qui nous permet d'effectuer le dépassement du donné vers quelque chose de fondamental que le conservatisme représente : la permanence de l'endurance, c'est-à-dire une sorte d'authenticité.

Contrairement au libéralisme, qui est appelé à justifier la liberté devant la capacité de l'homme d'accomplir librement sa nature productive, le conservatisme conçoit l'homme muni de liberté et de raison, susceptible de mettre en pratique une politique raisonnable, selon l'autorité transcendante de la vertu et du bien. Sur le plan spéculatif, d'après Strauss, la question se rapporte alors en la signification authentique du mot « libéral » appelé à s'opposer au « non-libéral » et nullement au « conservateur ». Ce dernier est un libéral puisque le sens originel du terme « signifie pratique de la vertu de libéralité¹¹ ». Au règne de la raison positiviste qui, dominée par l'idée indéfinie de la perfectibilité et du progrès, ignore ces dernières questions et la finalité de l'esprit, Strauss propose, à l'instar des prémodernes¹², l'instruction de l'esprit à la vertu comme le fondamental de l'esprit libéral. Strauss traite, alors, la problématique de celui-ci comme un *a priori* qui possède non seulement une priorité chronologique

10. L. Strauss, *Le Libéralisme...*, *op. cit.*, p. 10.

11. *Ibid.*

12. S. Rosen, *The Ancients and the Moderns ; Rethinking Modernity*, New Haven, Yale University Press, 1989.

mais aussi une présupposition logique pour saisir le véritable sens du libéralisme. Sa problématique est radicale et englobante à la fois. Face à l'immense éventail des propositions de mode de vie, il faut apprendre à choisir de manière libérale. Face aux nombreuses possibilités où toutes les aberrations relativistes voire progressistes deviennent tyranniques et paraissent justifiables, il faut apprendre à réfléchir afin de ne pas être dupe de valeurs généreuses ayant leur revers et pouvant aveugler.

II

Dans « Qu'est-ce que l'éducation libérale¹³ ? », Strauss poursuit son interrogation sur ce qui constitue le fondement du libéralisme, le traitant du point de vue de la culture. Autrement dit en cherchant à comprendre si le libéralisme se fonde sur l'esprit cultivé de l'homme libre ou s'il dépend de l'appartenance libre de celui-ci à un mode de culture déterminée.

Étant donné que le libéralisme est une forme absolue du politique, l'enjeu entre l'expression de la liberté vertueuse de l'homme et l'effet de son appartenance à un mode de liberté d'expression distinguée, pour Strauss, ce qui est fondamental de ce qui est historique dans le concept du libéralisme. Le cadre au sein duquel Strauss interroge ce qui maintient, réalise ou altère le vrai sens du libéralisme est celui de l'éducation libérale, étant simultanément la fonction la plus élémentaire de la vie, l'activité la plus nécessaire de la société humaine et la forme par excellence de manifestation de tout phénomène culturel. Dans sa

stratégie interprétative, elle devient le critère lui servant de moyen pour apprécier les transformations historiques survenues au cours de la modernité, déterminant ainsi, négativement, le libéralisme moderne ; mais elle est aussi la structure inéluctable pour faire apparaître le sens transhistorique et, par conséquent, fondamental de l'esprit libéral. Voyons de plus près la façon dont cette stratégie est établie. Le syllogisme de Strauss repose sur une thèse nette : puisque la nature reste éternellement la même, dit-il, l'homme demeure et continue, dans le fond, à être le même. La nature de l'homme ne change pas car il y a une permanence de l'ordre dans son esprit qui est invariable dans le temps. Les « facultés innées » de l'esprit désignent l'ensemble des dispositions désirables auxquelles chaque homme se reconnaît comme tel ; celui-ci devant être éduqué pour les maîtriser et préserver l'humainement humain.

Penser, alors, conformément à la raison libérale, signifie, avant tout, cultiver les facultés naturelles de l'esprit sans contrainte, au-delà de toute astreinte, surtout de celles d'une culture achevée et accomplie. L'éducation libérale est l'éducation à la culture de l'esprit et non celle « dans » et « par » une culture¹⁴. Selon Strauss, ce serait un paralogsme d'imposer à l'esprit une structure formelle, extraite de manière réflexive, du fondement réel de sa production.

A travers la thématique distinctive entre « cultures » et « culture », Strauss développe une argumentation profonde sur ce par quoi se fonde l'esprit libéral, écartant toute sorte d'éventualité dans la procédure de sa formation. Dans

13. L. Strauss, « Qu'est-ce que l'éducation libérale ? », in *Le Libéralisme...*, *op. cit.*, p. 13-21.

14. *Ibid.*, p. 14.

l'optique des « cultures », l'entendement se forme par ce qui est présent ; spontanément l'homme adopte un comportement signifiant la culture, sans réfléchir sur la hiérarchie des valeurs. À l'inverse, du côté de la « culture », la finitude structurale de l'esprit dépend essentiellement de son activité cognitive ; elle est, en quelque sorte, l'absolu donnant sens à la réflexion et fonde la culture permettant de dépasser la conception d'un relativisme généralisé comptant pour culturel n'importe quelle attitude. Toute culture est conditionnée par l'esprit humain dont il est la nécessaire condition. Par un postulat logique de la raison, Strauss dynamise sans cesse le concept originel de la « culture » comme culture de la nature de l'esprit – qu'il s'agisse du sol ou de l'esprit humain, la culture est celle de la nature –, culture pourtant conforme à l'éducation nobiliaire, princière et libérale de l'époque prémoderne.

Cette conception straussienne de l'esprit libéral, représentant l'art de comprendre comme culture de l'esprit, refuse d'être, décidément, l'« endoctrinement » de l'esprit selon les préceptes de grands esprits puisqu'ils ne s'accordent pas entre eux. Ainsi l'éducation libérale est conçue originellement sous la forme de l'éducation à la culture de l'écriture¹⁵, condition élémentaire de l'activité réflexive et fondement rationnel de la démocratie moderne.

Le souci de Strauss pour l'éducation ne se limite pas à un souci théorique. Il est aussi et surtout un souci profondément politique lui permettant de réduire, par une large intersignification

de l'action réflexive et de la politique, l'homme libéral au citoyen éclairé. Cette réduction justifie, à ses yeux, la réinterprétation idéale mais restrictive de la démocratie. Selon lui, « la démocratie est la société rationnelle par excellence¹⁶ », exaltant la justesse et la grandeur de la raison et de la générosité ; elle est l'union admirable consacrée aux bonnes actions et aux œuvres pies ; elle semble être un régime des meilleurs, celui d'une aristocratie¹⁷. De l'intelligence, de l'imagination, de la lutte pour le bien-être, la sécurité et la justice dans les relations sociales, Strauss se déplace vers la finalité d'une forme idéale où, plus la société politique est parfaite, mieux le citoyen participe et s'accomplit. Ainsi, la démocratie ne se limite pas à une forme de gouvernement par le peuple mais pour le peuple ; elle n'est pas le régime de l'homme libre mais l'autarcie gouvernementale du citoyen éclairé. Cette idée exemplaire de la démocratie lui permet, d'une part, d'explorer, dans leur forme historique moderne, les transmutations des principes démocratiques. D'autre part, de réévaluer ces conditions historiques envisagées comme un mode limité d'autocompréhension de l'homme. Sur ce plan il altère le statut existentiel de l'homme libéral et passe de la vie contemplative et responsable à une vie uniforme du libre divertissement individuel et de l'indifférence politique. Chez Strauss, la démocratie moderne, par sa constitution même, est une société de masse alors que, par l'exercice de son pouvoir, elle est un gouvernement des élites. Strauss traite formellement l'idée de la démocratie en identifiant le peuple

15. *Ibid.*, p. 15.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

à la masse comme expression de l'ignorance. Sa conception nie toute action interhumaine comme base de libération, détruisant ainsi toute autonomie de la politique. Modèle politique fondé sur l'idée d'auto-institution, la démocratie ne réalise pas l'émancipation des hommes. Elle devient, à travers l'idée de représentation, un mode de domination pour la domination elle-même.

Il ne s'agit plus de constituer l'homme en sujet autonome. Il s'agit de satisfaire ses envies immédiates afin que les « arrivés » (les arrivistes)¹⁸ au pouvoir maintiennent leur place. En tant que volonté, l'homme démocratique tend de plus en plus à n'avoir de réalité que comme objet manipulable par le sujet. La volonté du sujet, comme réalisation de la liberté individuelle reste absolument aliénable car elle est le principe du plaisir éphémère. En tant que construction volontaire, la démocratie moderne se trouve alors profondément désorientée. Elle exprime le culte des besoins de masse. Les acquis de la modernité (liberté individuelle, autonomie politique, engagement personnel et formulation des droits subjectifs) justifient la vie privée, mais ils sont à la fois la condition historique qui transforme la liberté – indépendance en liberté-apathie électorale et absence d'esprit public. Autrement dit, le nivellement des valeurs et la constitution laïque de la démocratie deviennent la source « culturelle » d'une vie étourdie et indolente. « La démocratie n'est donc pas, en effet, le gouvernement de masse, la démocratie est la culture de masse¹⁹. »

L'homme moderne représente la vérité du simple, du léger, du futile et de

l'irréfléchi. La démocratie libérale a favorisé la diffusion d'une sorte de culture de « rabais » où le progrès technique a, certes, facilité la vie quotidienne, mais son utilité instrumentale, par l'absence de l'action réflexive, a détruit la culture de l'esprit. « La culture de masse est une culture que l'on peut acquérir avec le minimum de capacités sans aucun effort intellectuel ou moral et au plus bas prix²⁰. » Le citoyen libéral a la liberté d'accorder toute son attention à ses menus désirs quotidiens, à ses affaires particulières, au culte de la richesse, à la quête du pouvoir. En un mot, il s'agit d'une liberté qui exalte la satisfaction des besoins individuels. L'homme libéral moderne, pour Strauss, a droit à l'autonomie. Cependant, il le possède comme un droit particulier le poussant à rester en retrait de la véritable réflexion concernant les affaires politiques ; à l'instar du sujet obéissant, dans le régime despotique, tenu à l'écart de la gestion des affaires publiques.

C'est précisément sur ce point que la thèse majeure de Strauss prend corps. Il déplace la question du libéralisme, comme organisation libre et égale de la société politique, vers la formation libérale de l'homme. Autrement dit, l'éducation libérale est le siège des procédures instructives ayant pour objet de former un homme libre, apte à juger de manière critique, à choisir et à rejeter ce que l'entendement trouve sans valeur. La conception straussienne est une forme réduite transportant le statut de la liberté, de la condition existentielle du libre citoyen, à la liberté immanente de l'homme vertueux. Un homme qui

18. C. Lefort, *op. cit.*, p. 274.

19. L. Strauss « Qu'est-ce que l'éducation libérale ? », *op. cit.*, p. 16.

20. *Ibid.*

cultive ses capacités réflexives, raisonne selon l'ordre juste du bien, détermine enfin, volontairement, son action selon les maximes de ce même ordre. En tant qu'expérience libératrice de tout vice de mollesse, l'éducation libérale est alors l'antidote et « le remède aux effets destructeurs de la culture de masse²¹ ». En tant qu'action conforme à l'ordre juste du bien elle est la politique du meilleur. « L'éducation libérale est l'effort indispensable pour fonder une aristocratie à l'intérieur de la société démocratique de masse²². » Strauss inscrit, donc, le fondamental de l'esprit libéral dans le registre de l'aristocratie par le syllogisme suivant : le bonheur et la justice correspondent à une réflexion concernant un mode de vie meilleur ; par leur nature, le libéral et l'aristocrate s'avèrent identiques ; l'aristocratie est le modèle suffisant prenant en charge la vie politique, conformément aux règles de libéralité. L'aristocratie devient ainsi la forme idéale qui pourrait guider la société politique en toute période historique. En un mot, Strauss transpose le fondement du libéralisme de la condition institutionnelle de la liberté humaine à la nature libérale de l'homme.

Le naturel devient ici la stratégie dominante de l'interprète. Le *status naturalis* du libéralisme est une condition spécifiquement humaine et exprime la nature réflexive de l'esprit cultivé par l'écriture et nullement par le droit naturel moderne – une nature humaine, libre, égale prioritaire ou méchante. Cette affirmation, qui permet le dépassement de la civilisation sauvage par celle de l'écriture, attribuée, essentiellement, au

naturel un contenu spéculatif et contemplatif contre le contenu représentatif, calculateur et dominant du rationalisme moderne. En un mot, l'homme libéral de Strauss se situe à la place qui lui est assignée par « Dieu » ou par la « nature » dans l'ordre universel, ni plus haut ni plus bas qu'il n'est. Il n'est pas le créateur des valeurs politiques artificiellement constituées. Il est un homme reconnaissant des valeurs déjà instituées. L'esprit libéral n'est donc pas une doctrine ouverte et souple. C'est l'éducation de l'homme selon les préceptes de « grands philosophes » et l'étude de leurs « grands livres » afin d'inscrire dans la mémoire « l'excellence humaine, la grandeur humaine²³ ». Le rétrospectif domine ici l'interprétation de Strauss. Le passé grec et judéo-chrétien, où la raison théorique n'était pas un bien culturel mais la condition de la réflexion politique, devient la référence essentielle du fondement de l'esprit libéral, l'investissant d'une forme modeste. À l'instar des anciens philosophes, Strauss rattache la modestie à l'idée théorique de la connaissance de soi, de gnoséologie critique, qui mesure les limites du savoir, renonce à l'intuition dogmatique de l'absolu et à la présomptueuse assurance réaliste. Elle révèle le principe de régulation et de mesure contre l'événement personnel. La modestie apparaît alors comme une conscience de soi affranchie des angoisses et de la misère humaines, toutes provoquées par les conventions et les contraintes sociales, la quête de faux plaisirs et l'intérêt égoïste, les opinions vraisemblables et vulgaires²⁴.

21. *Ibid.*

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*, p. 19.

24. *Ibid.*, p. 21.

III

Être libéral signifie, donc, être maître de soi-même et capable de connaître le juste dans l'ordre établi des hiérarchies sociales. L'homme libéral est celui qui reste calme dans le malheur « comme le bon citoyen de la cité de Dieu²⁵ », sans se révolter, utilisant la dignité de l'esprit capable de changer ses dispositions intérieures. Un caractère épochal marque originellement la structure transhistorique de l'esprit libéral et le « construit » selon la logique du maître, du prince parfait.

A vrai dire, cette conception autoritaire mais aporétique face à la conception moderne puise sa référence historique chez les Anciens, prenant une tournure atypique, celle d'une forme affirmative d'un libéralisme aristocratique de l'esprit. Dans « Éducation libérale et responsabilité²⁶ », la tentative de Strauss se comprend comme l'effort de surmonter l'historicité de la modernité par le dévoilement de la structure transhistorique de l'expérience libérale. Historien des idées politiques, Strauss surpasse la distance qui le sépare des Anciens pour raisonner, à la manière socratique et platonicienne, sur le fondement de l'esprit libéral. Par une stratégie de l'anticipation il contourne, sans y renoncer, le travail de l'historien pour réfléchir en philosophe sur le sens fondamental de l'esprit libéral. Le sens transhistorique du fondamental exprime la fonction univoque de la philosophie déterminant l'action politique de l'homme, comme maître raisonnable et responsable. Car la responsabilité est la relation du pouvoir et du savoir représentant le meilleur être pos-

sible de l'homme vertueux, à savoir le fondement immanent de la politique rationnelle à toute les périodes historiques. La philosophie politique de Strauss n'est pas une théorie analysant le champ de l'État et les relations entre le citoyen et le gouvernement. Elle consiste plutôt en une intention réflexive essayant de rattacher la politique à l'ensemble de la philosophie, à l'idéal constitué par la véritable connaissance du bien. La politique doit se fonder sur l'idéal qui englobe son fondement nécessaire, et jamais sur la réalité sociale avec ses valeurs historiques. C'est un mode de philosopher pratiquement sur l'organisation du gouvernement de la réalité humaine selon l'ordre juste du bien.

Faisant appel à la raison socratique d'une vie sujette au bien de rang supérieur, Strauss met en évidence que la raison philosophique est le fondement incontournable de la politique. Une telle évidence signifie essentiellement la reconnaissance d'un ordre qui hiérarchise, de façon univoque, la politique par la véritable connaissance du bien. Strauss transpose ainsi le problème de la politique de l'articulation libre et équitable des relations humaines vers l'ordre de la raison donnant forme à la société. Le régime de la raison donne à la société un caractère et une manière de vivre spécifiques. Le savoir du bien forme la vie sociale, l'esprit de ses lois son goût moral, les formes du gouvernement régissant la vie entière de cette société politique. Pour éviter donc toute recherche liée aux conceptions hétérogènes du bien, Strauss déplace le fondement fondamental de l'esprit libéral de la condition existentielle de l'homme libre

25. *Ibid.*

26. L. Strauss, « Éducation libérale et responsabilité », in *Le Libéralisme...*, *op. cit.*, p. 23-45.

vers son instruction philosophique selon l'ordre immuable du bien²⁷. En un mot, l'éducation libérale est le meilleur moyen pour l'accomplissement de cette fin. Cette relation entre la philosophie et la politique conçoit l'action politique à la suite de Machiavel, en termes de moyens et de fins. Elle permet à Strauss de conclure que l'art du politique est l'art de l'éducateur qui veut sauvegarder les conditions de la quête de la vérité et l'accomplissement du bien. L'éducation libérale est le moyen d'instruire l'homme doué, le gentilhomme, à cet art gouvernemental afin d'assurer la meilleure conduite de l'État. Ce qui rend plausible la conception de Strauss, c'est l'inégalité naturelle qui existe entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Elle prend corps dans la relation entre le savant et l'ignorant. Néanmoins, cette relation transpose essentiellement la légitimité du pouvoir au-delà de la sphère politique, de la reconnaissance publique vers l'idée « vraie ». « Le gouvernement de gentilhomme n'est que le reflet du gouvernement des philosophes, entendus comme les meilleurs des hommes, à la fois par nature et par éducation²⁸. »

Toute la problématique du libéral chez Strauss tient donc au rôle que joue la maîtrise responsable de soi prenant en charge celle d'autrui, comme à l'époque où le maître avait la responsabilité de son esclave selon l'exercice de ses propres activités, « la politique et la philosophie²⁹ ». Devant l'homme de la démocratie moderne, dépourvu de loisir et contraint de travailler pour subsister, Strauss propose un type d'homme qui a

le temps et les moyens pour être éduqué. Il propose le *gentleman farmer* comme homme libéral, pas le marchand ni l'industriel³⁰. L'argument n'est valide que si les membres de la société politique reconnaissent de manière incontestable un tel homme, et s'ils abandonnent en même temps tout effort d'autodétermination.

L'homme libéral est la marque d'excellence intellectuelle et l'expression vertueuse du bon et équitable jugement qui se charge des affaires de la société politique et pense à la place de l'autre. La légitimité de la décision gouvernementale dépend ainsi de la compréhension parfaite et nullement du contrôle de la société politique. L'arbitraire ne trouble pas Strauss, mais la pensée irréfléchie et l'action déraisonnée. Parlant du futur du passé, il exclut l'homme libéral de la démocratie moderne car elle est une société permissive et libérale dépourvue de tout sens de la mesure, encourageant la liberté sans réserves ni obligations, par conséquent une idéologie du vice du non-éduqué. L'hostilité manifeste de Strauss envers la démocratie ainsi conçue illustre la profondeur de son opposition à toute forme de politique de médiocrité égalitaire.

L'enjeu du libéralisme n'est pas l'institution des conditions de procédure afin que les hommes parviennent librement à un accord éventuel entre eux, mais la politique de consentement par l'obéissance à la vérité que concrétise l'homme libéral comme guide de la société. L'homme libéral, chez Strauss, est alors une attitude de maître, conscient de ses

27. Id., *Qu'est-ce que la philosophie politique* ?, Paris, PUF, 1992, p. 16.

28. Id., « Éducation libérale et responsabilité », *op. cit.*, p. 30.

29. Id., *Qu'est-ce que la philosophie politique* ?, *op. cit.*, p. 25.

30. *Ibid.*

devoirs et limites non pas face à la liberté d'autrui mais envers la valeur du bien et du juste de la société politique. Il est responsable et sa responsabilité résulte du fait d'être juste. Être libéral en politique, au sens strict du terme, signifie accepter que la politique soit effectivement une conscience de décisions suffisamment formée et antérieurement fondée sur le concept de l'ordre juste. L'homme libéral est l'expression pratique d'une éthique de responsabilité qui doit mesurer et modérer son action selon le souci dominant du bien de la société, indépendamment du plaisir du vulgaire exprimant un ordre d'évaluation alors que la vertu est l'ordre de la connaissance, qui, en tant que telle, n'a pas de valeur.

En dégageant les talents naturels susceptibles de composer la personnalité politique comme fondement de l'homme libéral, Strauss, d'une part, met en cause la fonction du système représentatif et parlementaire et, d'autre part, critique le libéralisme moderne comme forme de la conception utilitariste. Le recours au suffrage universel, théoriquement nécessaire, permet d'assumer la délégation du pouvoir. Mais, dans la pratique, il suscite des inquiétudes portant tant sur la manipulation du peuple que sur la qualité des gouverneurs, puisque l'homme de profession libérale est dominé par son intérêt personnel³¹. Par une forte évaluation de l'homme libéral prémoderne, Strauss réduit le mouvement de la liberté démocratique à la sphère du commerce, à une idéologie égalitaire contrainte par l'arbitraire du marché et aveuglée par l'exigence de

l'économie et de l'utile. Ce n'est pas la *ratio* qui manque à la modernité, mais l'esprit bon, l'éducation cultivant l'être raisonnable afin de bien juger.

Strauss n'envisage certes pas sérieusement la constitution théorique de l'idée d'exercice gouvernemental dans une condition postconstitutionnelle. Sa conception ne concerne que la minorité éclairée qui, par sa naissance contingente au sein d'une classe donnée, prend la place d'une élite³² quasi « naturelle » et se met au service de la société politique. Par une stratégie interprétative d'anticipation il rétablit un mode de pensée platonicienne en reportant la légitimité du politique de la reconnaissance à la foi. Aux yeux de Strauss, les gentilshommes semblent avoir pleinement conscience de la faiblesse essentielle du peuple et se chargent de le soulager, de lui être utiles comme guides à la recherche du *nomos* perdu qui nous donnait avec autorité une direction à suivre³³.

Par rapport au fondement du libéralisme le problème formulé par Strauss n'est résolu que dans la perspective de la raison théologico-politique. Car la fonction des gentilshommes représente une sorte de révélation dont l'expérience humaine a besoin pour résoudre les problèmes fondamentaux de l'homme.

Cette réévaluation du sujet politique aux dépens du sujet moderne ne peut tenir que comme argument téléologique, ignorant toutes les conséquences d'application ou, à la rigueur, les considérant comme insignifiantes. La fin de l'État est la bonne et juste vie ; pour l'homme, c'est un devoir d'être bon et juste qu'elles qu'en soient les consé-

31. *Ibid.*, p. 33-38.

32. R. Brague « Athènes, Jérusalem, La Mecque », *RMM*, n° 3, 1989, p. 334-336.

33. L. Strauss, « Qu'est-ce l'éducation libérale ? », *op. cit.*, p. 21.

quences ; le citoyen doit alors obéir aux gentilshommes, car ceux-ci représentent le gouvernement raisonnable, le genre de la connaissance pratique dont la société politique a besoin pour atteindre sa fin.

Pour rendre cette affirmation convaincante, Strauss devrait montrer de manière plausible et non décisionniste que les gentilshommes possèdent une véritable connaissance des questions morales et politiques et que tous les membres de la société s'accordent à reconnaître cette nécessité, sinon il n'y aurait aucune raison, sauf théologique, afin que les ignorants leur obéissent. A vrai dire, Strauss exige de l'homme qu'il renonce à se penser comme individu autonome. La conception du « gentilhomme » comme le fondamental de la politique repose totalement sur l'exigence métaphysique de la vérité et nullement sur la réalité intersubjective de l'homme. Ainsi la liberté se réduit considérablement et se destitue de la source fondamentale de la politique s'accommodant désormais à l'autorité arbitraire du gentilhomme affranchi de tout contrôle de la volonté du corps social, parce qu'elle exclut toute idée de critique.

Le gentilhomme se comprend, certes, comme un être responsable, affranchi du contrôle de la société, la responsabilité restant abstraite ou se déterminant de manière impérative par la vérité objective. Ainsi, le gentilhomme ne contrôle pas seulement la vérité, mais ignore tota-

lement la possibilité d'un lien critique avec la vérité de la société prenant la place d'une institution absolue et tyrannique. Strauss renverse la subjectivité de la modernité, la réduisant à une objectivité accablante et pénible qui combat l'existence politique de l'homme.

Évidemment, la politique reste au centre de la pensée de Strauss et indique la manière selon laquelle le discours de la philosophie politique fonde les concepts propres de ce qui est juste loin du laxisme déchaîné des mœurs de masse et de la tyrannie de la pression publique. Cette logique ne considérant pas les autres à part égale ne les invite pas à se valoriser autant qu'il est légitime de le faire, c'est-à-dire à avoir la vertu et la liberté de s'autogouverner. C'est cette vertu que Descartes appelle générosité, donnant aux citoyens toute la dignité et la liberté d'agir avec raison et responsabilité dans la société. C'est une tâche de l'historien des idées d'atténuer, certes, l'affirmation des Anciens contre les Modernes. Mais c'est une prétention non fondée, dans la mesure où elle refuse volontairement de prendre en considération, surtout dans un discours exégétique, le message d'une certaine modernité. En ce sens, le fondement de la conception straussienne du libéralisme peut être considéré comme une résultante fondamentale d'une interprétation historique, mais non pas la présupposition fondamentale de toute forme de libéralisme.